

Le Libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à CONTENT

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

Chèque postal : Content 458-22 Paris

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

LA FIN DU FASCISME

Mussolini est un de ces aventuriers de la politique, transfigures du Socialisme, dont la liste s'allonge sans cesse.

Il figure en bonne place dans cette coquette galerie de renégats qui, dans tous les pays quelque peu travaillés par le Socialisme parlementaire, s'enrichit automatiquement des individus rongés d'appétits dévorés d'ambitions, à qui la classe ouvrière sert candide de marche-pied.

Chaque nation possède ses Mussolini et, que ce soit en France ou en Allemagne, en Angleterre ou en Italie, en Suède ou en Belgique, tous se sont engagés dans la même voie et y ont progressé à l'aide des mêmes moyens : tortueux et malpropres.

Tous n'en sont pas encore au point où est parvenu le Mussolini d'Italie ; mais, sous la poussée des mêmes convoitises, les uns et les autres nourrissent les mêmes desseins et caressent les mêmes espérances : le Pouvoir.

En application de cette morale : la morale du succès, qui est celle de tous les combats — des batailles politiques comme des autres — on est enclin à considérer ces triomphateurs comme des hommes éminents, supérieurs, de premier ordre.

Cette appréciation le plus souvent est fautive.

Il est certain que, dans le nombre de ces coquins, il se rencontre quelques types exceptionnellement pourvus de qualités, et des défauts qui sont le propre des politiciens. Mais la pratique courante et prolongée de la cuisine parlementaire — avec ses sauces et ses ragouts — ayant pour résultat, chacun le sait, d'affaiblir insensiblement les qualités de l'homme et d'accroître ses défauts, il en découle que lorsque le politicien arrive au but qu'il s'est assigné : le Pouvoir, il a augmenté la somme des défauts de toute la somme des qualités qu'il a perdues en cours de route.

Au surplus, il ne faut pas croire que la politique soit un métier plus difficile qu'un autre. C'est, au contraire, une des professions les plus ouvertes à tous, les plus accessibles et les plus commodes à exercer.

Au seuil de la carrière, il n'est exigé aucun diplôme attestant que le candidat a fait des études spéciales, qu'il a acquis telles connaissances et qu'il possède telles compétences : la politique est une carrière vraiment démocratique, dont la porte reste ouverte à quiconque désire la franchir.

Or, si seulement importe, c'est d'étudier la situation respective du parti de se glisser dans un parti en période de croissance et de savoir s'y pousser.

De l'aplomb, du bagout, de l'effronterie, de la confiance en soi, de la souplesse, du doigté, du coup d'œil, un léger, superficiel, mais apparent bagage de connaissances générales ; et voilà tout ce qu'il faut pour, les circonstances aidant, décrocher un mandat.

Notre homme est dans la place ; il s'agit de manœuvrer au Parlement, pour s'y faire une situation, comme il a manœuvré auprès des électeurs pour y pénétrer. Inutile d'entrer dans le détail : la carrière politique de nos Mussolini français est trop connue de ceux qui ne lisent pour qu'il soit nécessaire de leur rappeler les habiletés, les ruses, les manœuvres, les compromissions, les lâchetés et les men songes dont ils ont fait usage pour conquérir le Pouvoir.

Le Pouvoir Mussolini l'a conquis ; il le détient. Que va-t-il en faire ? Quel programme de gouvernement va-t-il affirmer ? Par quels moyens va-t-il tenter de l'appliquer ?

J'ai lu, dans les gazettes les plus graves et qui ont coutume de ne parler de l'exercice du Pouvoir qu'en termes austères et respectueux, que le fascisme dont Mussolini est le chef incontesté et tout-puissant, ne résistera pas à l'épreuve et que la prise de possession du Gouvernement par Mussolini, c'est la déchéance prochaine et fatale du Fascisme.

Pour une fois, je suis d'accord avec les Débats et le Temps. Comme eux, j'ai la conviction que l'exercice du Pouvoir ne tardera pas à porter au Fascisme un coup mortel ; mais ma conviction ne repose pas sur les mêmes raisons.

Attachés aux formes constitutionnelles du Parlementarisme démocratique et constatant que ces formes ont été violées par l'action fasciste et l'accession de Mussolini à la présidence du Conseil, le Temps et les Débats estiment que vicie dans ses origines, une telle Autorité n'est pas viable et qu'elle ne tardera pas à être brisée. Il se peut que l'événement donne raison à ces prévisions. Au Parlement italien, les fascistes sont peu nombreux et il est fort raisonnable de penser que, subissant, par force, le fait accompli, mais désireux d'y mettre fin dès que possible, les Facta, les Giolitti, les Salandra et leurs nombreux partisans s'unissent aux socialistes et aux autres parlementaires et culbutent le ministre Mussolini.

S'il en est ainsi, le Fascisme survivra ; peut-être même, n'ayant pas eu le temps de donner la mesure de son impuissance et de décevoir les espérances qu'il a fait naître, sortira-t-il de cette épreuve, rajeuni, fortifié, plus solidement trempé.

Mais je pense que, ayant escaladé le Pouvoir par les moyens qu'on sait, le Fascisme s'y maintiendra. Il n'a pas demandé au Parlement de lui confier le Gouvernement ; pourquoi, dès lors, s'en laisserait-il chasser par lui ?

Mussolini a été imposé au Roi et au Parlement par ses partisans et une fraction du peuple italien. Mon opinion est qu'il gardera le pouvoir aussi longtemps qu'il conservera la confiance de ses troupes et des Italiens que le Fascisme mouvementé, agissant, adhésif, a su se rendre sympathiques.

Tant que le Fascisme n'a été qu'une opposition tumultueuse, une affirmation hardie du nationalisme italien, une critique vivante de l'incapacité gouvernementale et,

pour une partie du peuple italien, l'espérance et le gage de réformes attendues et d'améliorations promises, il a eu le beau rôle.

Maintenant, il a cessé d'être opposition ; il est devenu Gouvernement. L'heure difficile a sonné pour lui. Vous verrez Mussolini s'assoir — il a déjà commencé — au centre de plus en plus dans la peur de ses prédécesseurs, s'exercer à conquérir le Parlement afin de consolider son pouvoir, gagner du temps et laisser entendre que les réformes ne sont pas mûres et que, pour si désirables qu'elles soient, les améliorations promises ne peuvent être immédiatement réalisées. Il jouera plus ou moins adroitement de la nécessité de rétablir l'ordre à l'intérieur et de fortifier diplomatiquement la situation à l'extérieur.

Bref, le Fascisme sera, au Pouvoir, ce qu'il sont tous les Partis, toutes les Factions, toutes les classes, toutes les manœuvres et combinaisons auxquelles Partis et Factions sont redevables du Pouvoir et quel que soient leurs programmes et leurs méthodes de Gouvernement.

Il est vraisemblable qu'ainsi se passeront les choses et le Fascisme en mourra.

Le triomphe du Fascisme en Italie met en joie, bien à tort, les Partis de transformation sociale qui proclament nécessaire la prise de possession du Pouvoir politique et la considèrent non seulement comme le début de l'action révolutionnaire par excellence, mais encore comme l'action sans laquelle il n'y a pas de Révolution possible.

Sous la plume de son directeur, l'organe officiel du Parti Communiste ne craint pas de donner en exemple à ses lecteurs les récents événements d'Italie.

Ceux-ci nous offrent, une fois de plus, l'occasion de répéter que la prise de possession du Pouvoir n'a rien de commun avec la Révolution sociale à laquelle travaillent et que préparent les anarchistes.

Qu'il soit théocratique, aristocratique ou démocratique, qu'il soit bourgeois ou prolétarien, l'Etat est toujours l'Etat, c'est-à-dire le Pouvoir centralisé et mis à la disposition, au service et au profit d'une caste ou d'une classe, au détriment des autres castes ou de l'autre classe.

Les Mussolini d'hier, d'aujourd'hui ou de demain ne peuvent rien changer à ce fait constant : l'Etat, c'est l'oppression et l'exploitation ; c'est le maintien de la servitude politique et économique ; c'est la perpétuation du régime à laquelle la Révolution sociale mettra fin.

Lénine reconnaît la réalité de ce fait constant quand il dit : « Nous nous proposons comme but final la suppression de l'Etat ; c'est-à-dire de toute violence systématique et organisée, de toute contrainte envers les hommes en général ».

Et il proclame que l'Anarchisme est le but vers lequel tendent tous les vrais révolutionnaires quand il déclare, quelques lignes plus loin, que « en aspirant au Socialisme, l'ordre social prendra la forme du Communisme et que, par suite, disparaîtra toute nécessité de recourir à la violence contre les hommes, à la soumission d'un homme à un autre, d'une partie de la population à l'autre partie ».

« Les hommes, en effet, s'habitueront à observer les conditions élémentaires de la vie sociale sans contrainte et sans subordination ».

SEBASTIEN FAURE.

Tragique appel

Camarades, Le coup d'Etat contre-révolutionnaire des fascistes s'est accompli.

Le capitalisme industriel et agraire, les castes militaires, la dynastie ont contribué pendant deux années à l'offensive fasciste ; et voilà la raison de la facile victoire fasciste. Le prolétariat, on l'avait déjà mis dans l'impossibilité d'une intervention collective et combative ! Pour le moment, bien entendu.

Vous connaissez, camarades, les conséquences pour les prolétaires de cette longue offensive fasciste. Les dernières journées de lutte en famille, entre les deux états bourgeois rivaux pour la direction de l'Etat, ont augmenté le martyrologe prolétarien ; on a fini par détruire avec le fer et le feu le peu, le très peu qui restait encore des institutions ouvrières : journaux, imprimeries, sièges sociaux, etc., etc.

Malgré cela, camarades, l'esprit de la masse ouvrière — qui souffre dans les prisons et l'exil et qui pleure des centaines de ses morts qui ont arrosé de leur sang la route des renégats montés au pouvoir — est avec nous. Dans les usines, dans les champs, on souffre et on attend les jours de la renaissance.

L'Union Syndicale Italienne, camarades, est restée et reste toujours à sa place de lutte prolétarienne ! Elle reste toujours le drapeau du syndicalisme libre de toute dégradation étatique que nous avons consacré à Berlin.

Camarades syndicalistes révolutionnaires de tous les pays !

A Berlin, à notre Congrès international, nous espérons nous rencontrer.

Le prolétariat de l'U. S. I. est maintenant dispersé ; mais l'U. S. I. reste !

A vous le salut de notre prolétariat martyr ! A vous notre remerciement pour l'aide que vous nous avez donnée ! A vous le dernier appel : faites encore pour l'U. S. I. tous vos efforts. Car nous voulons que cette étincelle, qui pourra devenir de nouvelle flamme, ne s'éteigne pas !

Vive encore le syndicalisme révolutionnaire !

LE COMITÉ EXECUTIF.

Milan, 4 novembre 1932.

N. B. — Adresser tous envois d'argent à Gervasio Gaetano, via Guglielmo Pepe, 12, Milano.

Pour la correspondance et les journaux, toujours l'ancienne adresse : via Achille Mauri, 8, Milano.

Basse et inopérante vengeance d'un gouvernement de fripouilles et d'assassins

Notre camarade Braye, gérant du Libertaire — en liberté provisoire en ce moment — ayant été arrêté dernièrement et ne rejoignant pas les autres militants au quartier politique, ceux-ci exigèrent du directeur de la prison de la Santé les raisons de cet arbitraire. Il leur fut répondu : qu'en date du mois de septembre une circulaire de M. Barthou, alors Ministre de la Justice, réglementait à nouveau le régime politique ; que dorénavant les prisonniers poursuivis en vertu des lois de 1893-94 sur la presse — dénommées lois scélérates — accompliraient leur peine d'emprisonnement au régime du droit commun.

Comme depuis quelques années toute propagande : en faveur de l'immunité, anti-guerrière, antimilitariste, syndicaliste, etc., est réprimée par l'application des dites lois, c'est donc en fait la suppression du régime politique.

Pourquoi ?

Parce que nous n'avons pas voulu abandonner Cottin à ses tortionnaires — en effet, nos lecteurs se souviennent qu'un haut magistrat, parlant il y a quelques mois à un de nos avocats, avait déclaré que le gouvernement saurait mettre un terme à notre campagne Cottin.

Pourquoi encore ?

Par rancune pour l'acte courageux des détenus politiques, prenant les gouvernants les mains dans le sac et, par une grève de la faim admirable, portant devant l'opinion publique sympathique l'injustice de l'Administration pénitentiaire refusant à une faible femme, Jeanne Morand, ce qu'elle avait accordé à MM. Caillaux et Paul Meunier encore tout-puissants.

Et enfin ?

Dans l'espoir d'arrêter l'élan de l'Union Anarchiste pour l'obtention de cette chose humaine entre toutes : l'immunité, et dans l'intention de la contraindre à délaisser ses manifestations des Grands Boulevards.

MENDICITÉ

Tu pleurniches ? Tu veux ta place. Et tu mendies ?..

Très humblement, tu sollicites ta pitié ?

C'est pour nous seuls qu'à notre table convoitée

Le rire du vin clair en nos corps irradie.

Passes au large, et tiens-toi loin de notre portée.

Nous avons de bons chiens et des lois bien ourdies.

Tu dis que tes enfants, ventre creux, mains froides,

Mourront peut-être avant la fin de la nuitée ?

Laquais, mettez dehors ce fou, qui s'imagina

Que nous avons le temps de soigner sa famine.

Chacun son lot, chacun son rang et son destin.

Tu peux crever, ta femme et toute ta nichée.

Comme hier, nous n'en perdrons pas une bouchée

Dieu nous protège et seuls nous comble au festin.

Théodore JEAN.

Amnistie ! Amnistie !

LES INCONVÉNIENTS DU "FRONT UNIQUE"

Nous allons lancer un chaleureux appel en faveur de la démonstration projetée par le Parti Communiste. Celui-ci en était prévu. Nous étions heureux de son initiative, qui devait nous amener à manifester dans les rues de Paris — malgré qu'il ait pris l'Hotel de Ville comme symbole et semblait accorder encore une quelconque valeur au bulletin de vote — et nous allions manifester notre contentement, quand, hier matin, au moment de notre mise en pages, nous apprîmes que tout était prêt, que la manifestation en faveur des prisonniers, qui aurait été certainement puissante, n'aurait pas lieu.

Cette reculade fut décidée, paraît-il, à la réunion de délégués de diverses organisations, convoquée par le Parti Communiste.

Comme nous avons bien fait — nous qui sommes toujours prêts à faire le front unique — dans l'action — de ne pas nous commettre dans cette parole ?

Le Parti communiste, qui avait pris l'initiative de cette manifestation, ne devait pas reculer au dernier moment. Quand on a entre ses mains un organe de propagande comme l'Humanité, on peut oser bien des choses. Mise en face d'une décision formelle, il ne se serait pas trouvé d'organisation ouvrière capable de bouter une manifestation pour l'amnistie.

A LA NOËL ET AU PREMIER DE L'AN

L'Union Anarchiste a décidé de renouveler sa protestation des Grands Boulevards au même endroit — le jour de Noël et celui du Premier de l'An.

Elle en avertit dès aujourd'hui tous les militants révolutionnaires et toutes les organisations syndicales et politiques que le sort de malheureux emprisonnés tient à cœur.

Misérables et faux calculs.

Jamais les anarchistes ne seront sensibles aux menaces et capables de se désintéresser de ceux qui souffrent.

Ministres assassins, vous vous croyez tout permis.

La mort des quatre ouvriers du Havre n'a pas refréné vos sales desirs de potentats. Au contraire, fouettés chaque jour par le royaliste Daudet, vous semblez vouloir inaugurer en ce pays l'ère de réaction qui pèse si lourdement sur le prolétariat italien.

Il n'est pas certain que vous aboutissiez à vos fins.

En face de vos coquinerie sans cesse renouvelées, la classe ouvrière se réveillera sans doute pour vous signifier congé avec une autre arme que le bulletin de vote.

En tout cas ne pensez point nous faire peur.

Dussent-ils encourir l'emprisonnement, l'emprisonnement au régime du droit commun, les anarchistes continueront leur saine propagande.

Ils continueront à dire que Cottin est le plus vaillant des hommes de cette époque ; et à regretter de n'avoir pas le courage de l'imiter. Ils mettront tout en œuvre pour obtenir sa libération et ils arracheront de vos pattes sanglantes l'héroïque Justicier.

Ils continueront à s'incliner devant la noble Jeanne Morand, le bon Gaston Rolland, le probe André Marty et à se pencher fraternellement sur toutes vos victimes, géoliers immondes qui emplissent vos bagnes. Ils iront sur les Grands Boulevards avec tout le peuple de Paris, jusqu'au jour où vous appliquerez une large amnistie.

Ils continueront d'affirmer, Monsieur Poincaré, que vous êtes le plus répugnant bonhomme de ce temps, et que votre conscience est souillée du sang des quinze millions d'hommes, morts de votre guerre.

CONTENT, DELECOURT, LECOIN.

Il y a même des notaires, en Russie. Personne n'a radical, au grand maximum, réac le plus, avant, en tout cas ce qu'il y a de plus "bourgeois". Le vote à Moscou dans son cadre :

« La vie, c'est elle qui s'empare de tout, de toutes les parts initiales, l'ingéniosité. Les magistrats du commerce, pris s'ouvrent les uns après les autres, en concurrence avec ceux des coopératives ou de l'Etat. Les boutiquiers s'emparent, essaient de reconstruire des étalages. Horreur bourgeois ! Un notaire fait poser son enseigne. Il n'y a d'autre limite à l'activité du négoce que le nombre des locaux, la quantité des marchandises et le chiffre restreint des capitaux. Les produits sont, en général, d'origine américaine. »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

LE NOTAIRE

Il y a même des notaires, en Russie. Personne n'a radical, au grand maximum, réac le plus, avant, en tout cas ce qu'il y a de plus "bourgeois". Le vote à Moscou dans son cadre :

« La vie, c'est elle qui s'empare de tout, de toutes les parts initiales, l'ingéniosité. Les magistrats du commerce, pris s'ouvrent les uns après les autres, en concurrence avec ceux des coopératives ou de l'Etat. Les boutiquiers s'emparent, essaient de reconstruire des étalages. Horreur bourgeois ! Un notaire fait poser son enseigne. Il n'y a d'autre limite à l'activité du négoce que le nombre des locaux, la quantité des marchandises et le chiffre restreint des capitaux. Les produits sont, en général, d'origine américaine. »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

« Les mendiants ! Des bandits ! Que le progrès va donc lentement ! Nous voilà loin du communisme obligatoire que Janus-Zinovief voudrait imposer... en France, à coups d'injures, de séissions et d'expulsions... »

UNE RÉVOLUTION POLITIQUE

M. Herriot, député et maire de Lyon, président du parti radical-socialiste vient de faire un voyage en Russie.

Ce représentant de la bourgeoisie, française a été reçu à-bas avec tous les honneurs, toutes les gentilles, il reçoit enthousiasmé de la République soviétique et chaque jour, dans le Petit Parisien, en chantant les louanges, il dit-montre que le régime bolcheviste s'identifie de plus en plus avec le régime démocratique bourgeois et déclare que nos républicains auraient tort de ne pas reconnaître dans ce régime un frère du leur.

M. Herriot ne nous apprend rien. Nous sommes las depuis longtemps sur ce qui se passe en Russie. D'ailleurs, les cris de souffrance que l'on entend entre les anarchistes russes en disent suffisamment long la cause.

Mais ce qui est symptomatique c'est que le chef radical puisse raconter, chaque jour, dans le journal au plus fort tirage, les scènes de la vie russe sans se faire prendre à partie par les

néo-communistes français et leur organe l'Humanité.

C'est un aveu qui devrait bien éclairer les révolutionnaires qui ne voient et ne pensent encore que par Moscou. Car M. Herriot, ambassadeur officiel du gouvernement russe auprès de celui de France, n'est-ce pas la preuve la plus triste qu'il n'y a plus de révolution en Russie.

Le Libertaire aurait été bien inspiré en reproduisant l'essentiel des déclarations et des documents Herriot : notre campagne pour l'amnistie ayant pris tout notre temps nous n'avons pu nous consacrer à cette besogne. C'est vraiment dommage.

Aujourd'hui nous nous rallions un peu, un tout petit peu, en tirant du journal communiste : La Vague, qui en ce moment se trouve en bise-bise avec le Comité Directeur du Parti Communiste, les passages ci-dessous des déclarations de M. Herriot. Ce dit journal publie avec quelques commentaires :

D'après M. Herriot

louangé par Cachin, dans l'Humanité du 7 Novembre

(Extraits de la « Vague »)

LES MÉMOIRES DE LANDRU !

« Partout, on répare, on restaure, on restaure. Moscou est, en ce moment, la ville des échafaudages. Des affiches annoncent les spectacles, pour la plupart français. On offre au public Faust, les Deux Orphelins, Fantomas, etc. Un journal publie les Mémoires de Landru... »

« Les Mémoires de Landru ! Qui donc oserait dire que la liberté de la presse dans les idées n'existe pas au pays de Zinoviev... ? »

N'empêche, il y a encore des lésés à débourser

La misère en Allemagne

Pendant de longs mois, des voix autorisées se sont élevées avec juste raison en faveur des malheureuses régions russes où la famine, de sa faim sinistre, couchait les humains par milliers. A la faveur de ces généreuses campagnes, bien des scènes nous ont été contées, et c'est le cœur douloureusement étreint que nous pensions à tous ceux qui, par manque de l'élémentaire bouchée de pain, de mauvais pain, après avoir enduré les pires maux, s'abattaient pour ne plus se relever. Qui dira jamais les milliers, les dizaines de milliers de jeunes et vieilles existences qui ont été fauchées par la misère, la destruction, l'incertitude, la sécheresse, etc., maux engendrés pour la plupart par ce qu'il y a de pire au monde : la guerre.

Pourtant, d'autre pays, pour n'être pas au point où en est encore la Russie, s'acheminent d'une façon lente, mais certaine, vers ces mêmes scènes d'horreur : je veux parler de l'Autriche et de l'Allemagne.

Pour qui a eu l'occasion de voyager ces derniers temps en Allemagne, il est manifeste que la faim y règne déjà à l'état endémique. Cette race, jadis si réputée pour sa robustesse, ces hommes si bien découplés et ces femmes aux si appétissantes couleurs, sont gagnés — par manque de nourriture — par l'anémie et son cortège de maladies et de misères.

Au lieu de ces visages pleins de joie et de santé, on rencontre maintenant quantité de visages pâles et décharnés. C'est que, là-bas, en Allemagne et en Autriche, le régime de la sous-alimentation dure depuis déjà 8 longues années. En effet, peu de temps après 1914, l'Allemagne connut le rationnement. Pour n'être plus rationnée, pour n'être plus munie de cartes, la classe ouvrière allemande n'en souffre pas moins du manque de nourriture ; alors que pendant la guerre le rationnement était imposé par le blocus des défenseurs du droit, de la liberté, etc., etc., aujourd'hui, les travailleurs allemands ne mangent plus à leur faim, pour la simple raison que leurs salaires ne leur permettent plus d'acquiescer à des prix impérieux de la nature humaine : manger.

Pendant la guerre, le peuple allemand crevait de faim parce que tout manquait outre-Rhin, aujourd'hui alors que les magasins regorgent de denrées alimentaires, le prolétaire doit, plus que jamais, se serrer la ceinture d'un cran. Il achèterait bien... mais son salaire ne le lui permet pas. C'est que depuis six mois surtout, le mark allemand a subi une dépréciation telle qu'il en est résultée une situation économique dont on n'a guère idée ici : en juin dernier, le mark valait encore quatre centimes français, aujourd'hui cent marks valent à peine vingt-cinq centimes ! Dépréciation résultant, en grande partie, de l'application du traité de Versailles, si funeste, quoiqu'en disent les aboyeurs d'Action Française, aux travailleurs allemands.

En réalité, et par le jeu même du capitalisme, tout ce qui est imposé aux gouvernants, aux possédants allemands, retombe toujours, et c'est une vérité première que de dire cela, sur les épaules déjà si chargées des producteurs germaniques.

Comme on le pense bien, alors que de plus en plus la monnaie allemande perdait de sa valeur, les marchandises, elles, augmentaient et suivaient le dollar, considéré comme valeur étalon.

Mais, si les marchandises suivaient la hausse constante du dollar, par contre, les salaires ouvriers ne suivaient que de très loin cette ascension continue, de sorte que, maintenant, les prolétaires allemands en sont arrivés à se nourrir presque exclusivement de harengs et de pommes de terre. Le lait, pour les tout petits, le beurre, la viande de boucherie, les légumes secs, etc., toutes ces choses, qu'il est coutumier de voir figurer sur la table des travailleurs français, sont disparues des intérieurs ouvriers allemands.

Si l'ouvrier allemand arrive encore à se sous-alimenter, lui et les siens, par contre, s'achète des vêtements de travail ou autre est un problème qui, depuis longtemps, ne peut se résoudre

que par la négative. Des vêtements usés, élimés, des chaussures éculées, on en voit partout : des vêtements et des chaussures neuves, point ! En plus du ventre souvent creux ou presque, c'est la misère en haillons.

Un ouvrier qualifié de Berlin, un de nos bons camarades, me disait dernièrement qu'avec son salaire il arrivait difficilement à manger, lui et sa compagne, du pain noir, des pommes de terre, des harengs, de la margarine et à payer son loyer ; quant à s'acheter des vêtements, me disait-il, il n'y faut point songer.

Je pourrais multiplier mes exemples à l'infini, je préfère mettre sous les yeux du lecteur le résultat d'une petite enquête que j'ai faite et qui nous servira de statistique. Comme valeur étalon, il nous a plu de nous baser sur l'heure de travail.

Avant la guerre, un ouvrier allemand de salaire moyen, pouvait se payer un complet des dimanches pour 50 marks environ, c'est-à-dire 7 jours à 9 heures de travail chacun ; aujourd'hui, si ses moyens le lui permettaient, à qualité égale, il devrait payer de 25 à 28.000 marks, et comme il gagne environ 4.000 marks par semaine de 48 heures de travail, il devrait donc travailler exactement 7 semaines ou 336 heures de travail.

Quant aux chaussures, pour 9 heures de travail, représentant une valeur d'environ 10 francs, un ouvrier allemand pouvait, avant la guerre, s'en payer une assez excellente paire, aujourd'hui, il devra payer 4.000 marks pour des chaussures n'égalant pas en qualité celle d'avant-guerre, c'est-à-dire qu'il devra travailler durant 7 jours.

Pour une chemise qu'il payait de 4 heures de travail, c'est-à-dire environ 4 francs, il devra aujourd'hui pour trouver la somme nécessaire à l'achat de cette chemise, travailler 4 jours.

Concernant les pommes de terre, alors qu'en 1914, l'ouvrier allemand les payait 3 francs les 50 kilos, c'est-à-dire 3 heures de travail, aujourd'hui il les paie 800 marks environ, équivalant à 10 heures de travail.

Quant au beurre, s'il coûtait avant la guerre 1 fr. 25 la livre, c'est-à-dire 1 heure 15 minutes de travail, il est vendu aujourd'hui 425 marks, ce qui représente 7 heures de travail.

Le lait, aliment indispensable aux enfants et aux vieillards, coûtait avant la guerre 9 fr. 20 le litre et représentait 15 minutes de travail, il vaut maintenant 52 marks et nécessite un effort de 50 minutes de travail.

Avec la graisse qui coûtait un demi mark la livre avant la guerre et qui représentait 45 minutes de travail, le travailleur doit, aujourd'hui, verser 400 marks et travailler 7 heures.

Le logement est une des rares choses qui n'ait pas augmenté proportionnellement aux objets précités, le coût du loyer n'est élevé que de 2 fois et demie sa valeur d'avant-guerre.

Malgré la misère dont il souffre, le peuple ne se rebelle pas ou presque pas. Quatre années de guerre et ces quatre années d'après-guerre semblent l'avoir émaculé et paraît avoir brisé chez lui tout ressort. Bercé sous son faix de misère, il semble n'avoir plus qu'un désir : manger ; manger à sa faim, assouvir à nouveau et d'une façon totale son naturel appétit insatiable depuis si longtemps.

De sérieux efforts sont pourtant tentés par nos camarades anarchistes et syndicalistes d'outre-Rhin ; mais ils ont à contrebalancer l'influence des grosses organisations réformistes dont le personnel dirigeant est, en partie, lié avec le gouvernement du Reich, quand, comme le président Ebert, il ne participe pas directement aux destinées de la République.

HAUSSARD.

Pour les grévistes du Havre

(Se liste)

3 P. C. D. F. Algérois, 3 fr. ; Jospin, 5 fr. ; moitié de la collecte faite à Lens, meeting pour l'amnistie, pour par Bredoux, 26 fr. ; Sen-sieur, 5 fr. ; Charly, 5 fr.

Total de la 8^e liste, 41 fr. 50
Total des listes précédentes, 3.815 fr. 65
Total général, 3.857 fr. 15

La souscription est définitivement close.

DE RAVACHOL A CASERIO

Les Assimilés

Le Cocher-poète

(Suite)

Car il y avait de tout cela dans l'affaire du cocher Moore. Il y avait, au fond, cette troublante question qui se pose partout et à tout propos, l'assimilation des petites gens pour qui l'on ne fait rien et qu'on envoie promener — parce que la misère est ennuyeuse et monotone et parce qu'on a autre chose à faire que de recueillir et de plaindre les malheureux. On se représente au Parlement : que peuvent-ils demander davantage ?

Eux, se fâchant à la fin et s'ils sont un peu déséquilibrés — l'équilibre avec le ventre creux n'est pas commode à conserver — ils se prennent, comme Moore, à tel ou tel député, ni plus ni moins capable que les autres ; ils s'en prennent à la Chambre, comme avait fait Valentin à un public de théâtre, comme avaient fait les Leantier au premier venu qui passe dans la rue et qui symbolise, à leur yeux, l'état social dont ils se croient ou sont les réelles victimes.

Moore, sans place et ne sachant où donner la tête, était allé voir M. Lockroy, après duquel il n'avait pas trouvé l'accueil qu'il attendait. Exaspéré, il avait voulu le tuer et fort heureusement — pour l'un et l'autre — il avait manqué son coup.

— Comme ça serait arrivé si la question du cocher ou pour mieux dire la question des rapports entre cochers et loueurs, n'était pas résolue, encore en 1900, par les pouvoirs publics.

Moore, en effet, n'aurait pas été renvoyé

de la Compagnie des Petites Voitures, et il aurait pu continuer à gagner tranquillement sa vie, heureux de verser ses chanis philanthropiques, tout en rognant de coups Cocotte glissant sur le pavé.

Moore était un petit homme à moitié chauve dont la barbe poivre et sel était rude et terne. Il avait une physionomie intelligente et triste.

Ce n'était ni la figure du cocher parisien, ni l'allure de l'orateur de réunion, quoique Moore fut l'un et l'autre. Il rappelait plutôt ces pauvres pions vieillards et blanchis sous la poussière de craie tombée du tableau noir. Il ressemblait surtout à ces locuteurs des bibliothèques qui viennent tout l'hiver demander le même volume du *Tour du Monde*, et le nez dedans, s'engourdissement chaque jour, à la bonne chaleur de la salle de lecture.

Très sympathique en sa franchise (apparente ou réelle), en sa sensibilité sincère, il n'avait de l'exalté ou du fou, rien que quelques gestes parfois un peu fébriles.

Son interrogatoire fut conduit par le président M. Martinet.

D. — Vous vous appelez ? lui demanda-t-il.
R. — Charles Moore, cocher de Paris, né en 1837.

D. — Vous avez été déjà condamné, en 1876, à 16 francs d'amende pour diffamation ?
R. — Possible.

D. — Vous êtes un ancien ouvrier doreur, devenu cocher depuis 1870. Vous étiez un bon travailleur, intelligent, qui, votre journée finie, suiviez le cours du soir ?
R. — Bien irrégulièrement. Je travaillais trop tard.

D. — Enfin, vous lisez beaucoup et vous faisiez des vers. Vous étiez employé à la Compagnie des Petites Voitures jusqu'en 1889. Dans quelles conditions l'avez-vous quitté ?
R. — A cause de la moyenne trop élevée

Aux Hasards du Chemin

L'aveu succulent

Nous donnons par ailleurs quelques-unes des appréciations que M. Herriot a publiées sur le régime bolchevique à la suite de son récent voyage en Russie. Et nous soulignons que l'humanité n'a pas pris à partie ledit M. Herriot. Pour des communistes purs, il y avait pourtant beaucoup à dire à ce sujet.

Mais voici mieux. Non seulement l'humanité ne relève point les assertions de M. Herriot, mais, par la plume de son directeur, Marcel Cachin, elle les approuve. Celui-ci, en effet, dans son éditorial de mardi dernier, écrit : « Voici maintenant que des hommes politiques considérables, comme M. Herriot, remplissent les colonnes des plus grands journaux français d'une apologie enthousiaste du régime si longtemps insulé. »

Or, dans ses nombreux articles, qu'a dit M. Herriot du régime et du gouvernement bolchevique ? En substance, ceci : « Le gouvernement bolchevique est un gouvernement comme les autres. Le régime qu'il a institué est sensiblement le même que celui de la France. Avant peu, il sera pareil... »

Et Cachin d'appeler cela une « apologie enthousiaste ». Pour une fois, félicitons M. Cachin pour son aveu savoureux.

Résultat électoral

On vient de voter aux Etats-Unis et les démocrates l'ont emporté haut la main sur les républicains.

Les journaux donnent à cette élection une haute signification... morale. L'on affirme, en effet, que les démocrates ont triomphé des républicains en prenant pour plateforme électorale la suppression du régime « sec » et le rétablissement du régime « humide ».

Ainsi donc, les citoyens américains pour-

ront, dorénavant, se soulever très démocratiquement. Leurs dîners ne manqueront pas de tenir leurs promesses et d'adopter la loi qui prohibait la vente des boissons alcoolisées.

O vertu admirable, et nouvelle, du bulletin de vote !

Magnanimité

Il n'y a qu'un grand couturier qui puisse pousser la magnanimité jusqu'aux limites extrêmes du sacrifice, ainsi que l'un d'eux vient de le faire.

Une de ses clientes, une grande-duchesse autrichienne, s. e. p. l. lui devait 27.928 fr. de robes et de manteaux. Cette honorable aristocrate n'en avait point, malgré des présentations de factures répétées, soldé le montant. A bout d'arguments et... de politesse, notre couturier n'eut d'autre recours que d'assigner devant les tribunaux sa cliente.

Mais, catastrophe ! la grande-duchesse mourut, et ce furent ses héritiers qui, normalement, devaient être responsables de la dette. Scandale ! Ces héritiers n'étaient rien moins que la reine de Danemark et l'épouse du kronprinz.

Le couturier en fut épouvanté. Pour ne pas salir l'honneur de ses grandes dames, il préféra céder sa créance et perdre ainsi ses 27.928 francs.

On a du savoir-vivre, que diable ! Et, la rigueur, un grand couturier sait sacrifier ses intérêts devant l'honorabilité des princesses. Entre gens du monde, on se doit bien ça.

Mais si une petite buvrière du même grand couturier avait jamais dû faire une somme d'argent pour son usage personnel, gagnons que le grand couturier se soit moins magnanime et n'aurait point de scrupule et n'hésiterait point à envoyer en prison sa minidette... qui ne sera jamais une princesse !

LE ROMANICHEL

Sur le sort de Schapiro

On avait dit jusqu'alors, dans le clan des communistes avoués ou honteux, l'expulsion de Schapiro.

La Vie Ouvrière, dans son dernier numéro, avoue l'arrestation. Mais ce serait trop honnête de reconnaître loyalement son erreur. Aussi publie-t-elle tout un papier ridicule. Un papier dans lequel les gouvernements russes, amis de M. Herriot, sont présentés comme les meilleurs révolutionnaires et les anarchistes russes comme les auxiliaires les plus sûrs de la bourgeoisie.

Nous voulons que nos lecteurs en jugent par eux-mêmes et nous mettons sous leurs yeux la petite stupidité :

Moscou, le 17 octobre 1922.

Ici, nous avons tout fait pour faire mettre en liberté Schapiro, mais croyez bien que ce n'est pas parce que les anarchistes méritent grand tapage autour de cette affaire à Paris et ailleurs. Les anarchistes se font une idée assez étrange de la révolution et de ses rigueurs. Ils veulent appeler le gouvernement des Soviets « pouvoir le plus réactionnaire qui soit au monde », déclarer qu'il vend les ouvriers russes au capital étranger, qu'il est le pire gouvernement autocratique qui ait jamais existé, et pensent qu'un gouvernement révolutionnaire qui se respecte supporterait tout ce bavardage. Vous pouvez juger de la manière dont ils traitent le gouvernement des Soviets par deux appels au bas desquels figure également la signature de Schapiro. Je sais que de nombreux anarchistes exigent que l'on prenne leur défense. Plus que cela, certains font de l'autorisation aux anarchistes de travailler en Russie, une condition de l'adhésion à l'I. S. R. Il se trouve des camarades qui s'étonnent et qui disent : « Les communistes proposent de faire bloc avec les anarcho-syndicalistes à l'étranger, mais chez eux, ils répudient ce bloc. Il suffit de réfléchir une minute sur cette question pour comprendre à quel point elle est sophistiquée. Quand nous proposons de constituer un bloc avec les anarcho-syndicalistes, et nous le faisons en toute sincérité, nous voulons unir nos forces pour battre la bourgeoisie. Nous voulons battre l'ennemi de classe et sommes prêts à conclure un accord dans tous les pays non seulement avec les groupes placés à notre gauche, mais aussi avec ceux qui se trouvent à notre droite, pourvu qu'on arrive à frapper notre ennemi de classes. Mais qu'est-ce que représenterait un bloc des communistes et des anarcho-syndicalistes en Russie ? Contre qui serait dirigé ce bloc ? Contre le gouvernement des Soviets, c'est-à-dire contre les communistes. Croyez-vous qu'un tel bloc soit possible en Russie ? Quiconque connaît les difficultés auxquelles doit faire face actuellement la classe ouvrière russe, quelle énorme tension

des forces et de l'énergie doit être déployée par chaque militant pour combattre la vague petite bourgeoisie qui relève la tête, comprendra que nous ne pouvons pas dépenser nos forces à nous occuper des anarchistes qui cherchent une liberté absolue dans des conditions d'une dureté. Les anarchistes veulent s'organiser librement, développer librement leur travail, mais contre qui ? Vous croyez qu'ils luttent contre la bourgeoisie ? Non. Leur tâche essentielle est de combattre les communistes russes et le pouvoir des Soviets. Mettez à la place du pouvoir des Soviets la C. G. T. U., admettez pour une minute que le Comité de Défense syndicaliste tient entre ses mains tout le pouvoir en France. Croyez-vous réellement que se trouvant dans des conditions d'une lutte acharnée, il permette à ses adversaires de le renverser ? Croyez-vous qu'il supporte patiemment d'être traité de gouvernement autocratique et réactionnaire entre tous, vendant les ouvriers français aux capitalistes étrangers ? Certainement non. La révolution ne souffre pas d'hésitation. Elle exige l'unité de volonté. Or, les anarchistes désorganisent la lutte de la classe ouvrière. Ils apportent l'alarme dans le cœur des ouvriers, sans leur donner rien de réel en échange. Si le prolétariat russe les avait suivis, il y a longtemps que la révolution russe aurait été démolie et la classe ouvrière de la Russie étreinte sans force aux pieds de la bourgeoisie victorieuse.

C'est pourquoi le gouvernement des Soviets, qui est composé d'hommes sérieux et entièrement dévoués à la révolution, traite si sévèrement tous ceux qui se mettent en travers de la voie de la classe ouvrière russe, tous ceux qui entravent le mouvement en avant, qui démoralisent la classe ouvrière, qui l'éloignent de la discipline, de la ténacité, et de l'unité de volonté desquelles dépendent la victoire ou la défaite de la révolution.

SON EXPULSION

Nous apprenons de source particulière et sûre que notre camarade Schapiro vient d'être expulsé de Russie ainsi que sa compagne et sa fille.

A l'heure où paraîtront ces lignes, il sera sans doute arrivé sur une terre plus hospitalière.

Nous affirmons ici, sans craindre aucun démenti, que le Bureau de la C. G. T. U. connaît la décision des gouvernements russes de ne pas laisser Schapiro en France. Pourquoi ? N'y a-t-il pas là, à la veille du Congrès de l'I. S. R., une complicité manifeste qui doit nous rendre plus vigilants que jamais ?

Le syndicalisme est mis hors la loi en Russie, son représentant le plus qualifié est expulsé et ici, le syndicalisme courrait les plus graves dangers. Voilà la vérité. Attention ! — Pierre Bernard.

R. — J'ai vu M. Lockroy au moment de l'entrevue de Victor Hugo. Le grand poète n'avait de son vivant manifesté une défiance plus grande que ne nous le croit. Un jour le conduisais au Bois, il était malade et sentait la mort approcher : « Moore, me dit-il, vous m'avez conduit de mon vivant, je veux que vous m'aidiez à mourir. »

Quand Victor Hugo mourut, j'allai trouver M. Lockroy et lui dis le vers que j'avais écrit : « Victor Hugo, me dit-il, vous m'avez conduit de mon vivant, je veux que vous m'aidiez à mourir. »

Une deuxième fois, j'ai vu M. Lockroy à la réunion de cochers, à l'Hotel-Vaux-Hall. Il présidait et j'étais assesseur : « Tiens, c'est vous, mon ami », me dit-il. Et il me donna une poignée de main.

La troisième fois, je l'ai vu rue Paul-Bert, à son domicile électoral.

D. — Avant d'aller plus loin, voici, n'est-ce pas, comment vous avez conduit Victor Hugo. Un jour que vous l'aviez conduit vers refusé le paiement de la course, en lui disant que vous aviez fait des vers, Hugo vous invita à dîner, vous fit lire de vos vers et, depuis lors, s'intéressa à vous.

R. — Parfaitement.

Moore, tombé dans la misère, pensa à s'adresser à M. Lockroy qu'il avait vu au moment de la mort de l'auteur d'Hernani. Il lui fit écrire deux lettres par Mme Odin, la femme de l'épouse, pour demander un rendez-vous au député. M. Lockroy accorda une audience à laquelle le solliciteur ne se présenta pas.

Moore écrivit une troisième lettre, très touchante, où il disait à celui qu'il prenait pour protecteur, sa misère, ses déceptions, sa détresse :

Je ne sais si mon humble personnalité vous est restée en mémoire, écrivait-il. Je suis le citoyen Moore, le « cocher-poète », comme on le dit généralement, ayant autrefois eu le très grand plaisir de conduire M. Victor Hugo, nous avons, plus d'une fois, causé et devisé ensemble. J'ai toujours montré une grande bienveillance, j'en étais fier, j'en ai même l'insigne honneur d'assister à un de ses dîners.

Il m'a même donné quelques conseils et offert de m'aider si je voulais quitter l'emploi de

Chronique Littéraire

A PROPOS DE « LA GARÇONNE »

« Quoi ! me disent de bons camarades, vous n'allez pas parler de ce livre-là, aider à la réclame de M. Victor Marguerite, écrivain de gauche, littérateur à poignon, profitant d'un scandale soigneusement préparé pour faire valoir sa marchandise. »

Peut-être bien !... Mais dites, cela m'empêche-t-il de lire le volume, de me documenter, voire même de dire ce que j'en pense.

Me documenter, ai-je dit. En effet, avant tout, la *Garçonne* me semble un document. Document de valeur sur la bourgeoisie et la noblesse, aristocratie d'argent, de notre belle après-guerre. Je ne sais si des chroniques du temps ont laissé des relations vécues sur les orgies de Rome et de Byzance, mais les historiens des temps futurs trouveront ici un beau tableau de la vie parisienne en 1922-23. Rien n'y manque : théâtre, danses, expositions d'art (l), fumeries d'opium, prises de cocaïne, etc. Sauf cependant une visite aux bordels, amusement recherché des gens bien, les jours de Mi-Carême et de Carême, quand ils peuvent déguiser leur trogne. Je l'indique à Victor Marguerite pour un prochain livre à scandale.

Voici que j'ai été bien long. C'est qu'il y a tant à dire sur ce sujet. Mais l'on va encore m'attraper. De bons amis vont me dire : « Ne parlez donc pas toujours de l'ennemi. Il n'y a pas que ça dans la vie. » Bien entendu qu'il n'y a pas que ça. Mais il y a ça aussi. Et même ça est rudement important, comme dirait Mlle Beulemans. L'amour et l'argent : enlevez cela, à notre société, et il ne restera plus grand chose.

Je ne suis pas un voluptueux, par principe, comme le prétend — avec quel air méprisant ! — un charmant communiste, secrétaire d'Union départementale par surcroît (et qui d'ailleurs ne doit sûrement pas se regarder en disant cela !) Mais je ne suis pas non plus comme certains et certaines camarades rigoristes qui ont une haine presque chrétienne de la femme et de l'amour. De même que je ne suis pas anticalholique, ni antibourgeois, par principe. Il y a des jours où j'aime savourer une vieille pipe, boire un bon verre de vin. Tout cela est question d'usage et d'abus. Le tout est de ne pas se laisser dominer par ses goûts. Mais j'estime que je peux tout bien fumer, boire et aimer, à l'occasion sans être une brute ou un esclave comme le voudraient de rigoureux orthodoxes.

On me dit aussi : « La femme émanicipée sexuellement ne l'est pas complètement, pour cela. Elle peut fort bien rester une bourgeoise par ailleurs. » Pardieu, je n'ai jamais dit le contraire. Il est bien évident, qu'à moins d'être un nègre de caricature, on n'est pas habillé avec un faux-col ou une paire de manchettes. Mais, je persiste à dire que l'émanicipation sexuelle, de l'homme aussi bien que de la femme, est une partie de l'émanicipation totale. Rien qu'une partie. Mais une partie cependant. Car, je le répète, s'il n'y a pas que ça dans la vie, il y a ça, et qui n'est pas si méprisable. Une femme peut être émanicipée sexuellement et être fort en retard par ailleurs : c'est bien entendu. De même qu'il y a des communistes qui envoient leurs enfants à l'école libre (oui, dans le Nord !). De même qu'il y a des anarchistes — ou du moins qui se disent tels — assez retardataires pour menacer d'un brownin celui qui ferait la cour à leur femme, combien légitime (je m'invente rien, je vous assure) : les noms n'ajouteraient rien à la clarté des faits, et ceci est un fait personnel, vécu !

L'idéal reste évidemment de se libérer de tous les préjugés. Et à cet égard, comme l'a fait remarquer dans le *Journal du Peuple*, la *Garçonne* est un livre beaucoup moins audacieux, finissant par un mariage en bonne et due forme de Phéromène assise, ayant jeté sa gourme, que les *Amants de Rosine*, *Jeune honnête* où l'on prône catégoriquement l'union libre.

Mais ceci serait tout un nouveau chapitre. Et j'en ai déjà dit assez aujourd'hui, pour me faire copieusement enguirlander.

Maurice WILLENS.

Souscription pour l'Amnistie

Fédération de la Seine, 400 fr. ; Doh, Mirande, anonyme, ensemble, 15 fr. ; Souscription faite par Guyard de Lyon, 43 fr. 50 ; Collecte faite à la réunion Marly, versée par Georges, 41 fr. ; Collecte faite, René Charlin, 24 fr. ; Souscription faite par Alfred Charles et Bernard de Brévaux, 30 fr. 50 ; Collecte faite par le camarade Verclon, du groupe de Rennes, 28 fr. 25. — Total de la 7^e liste : 382 fr. 25.

N.B. — Les camarades ayant expédié leur souscription à la Librairie sociale et à l'administrateur de l'Amnistie, sont priés de nous passer le semaine prochaine dans le journal.

Je reviens à deux heures. On me dit qu'il est sorti !

Je suis descendu alors et jusqu'à minuit j'ai fait le pied de grue en bas, attendant qu'il sorte ou rentrerait.

Le lendemain, j'allai encore rue Paul-Bert, à son domicile. Je le rencontrai à la fin de la nuit, chez lui le jeudi suivant. Je le rencontrai, j'attendis en bas qu'il s'en allât. Dans la rue, je lui répétai : « Alors, je peux compter sur vous pour... »

Il me répondit oui.

Je dis, ce fut comme le lundi : M. Lockroy ne recevait pas.

Moore à ses mots, s'anime :

Alors je me suis emporté, je compris que M. Lockroy se moquait de moi. Je me suis laissé aller. J'ai eu tort. Mais qu'il m'en tienne compte, j'ai juré de faire un acte de justice et le lendemain je suis allé chez lui parole. J'ai eu trop d'amour-propre. Surtout, j'en ai eu une peine, je la subirai. Mais j'ai voulu dire toute la vérité, je l'ai dite et voilà !

Le président arrive à la scène du 13 août :

Le 13 août, dit-il, après être une première fois allé trouver M. Lockroy rue Paul-Bert, vous êtes allé au comité de la rue de Charonne avec un revolver de fort calibre. On vous a dit que M. Lockroy viendrait entre une heure et deux heures. Vous l'avez attendu, dans la rue, en manifestant votre impatience. M. Lockroy est arrivé à deux heures. Un ouvrier émanicipé sans travail l'a abordé au moment où il descendait et lui a demandé une amende. Il a répondu qu'il n'avait pas de monnaie.

R. — Je n'ai vu personne aborder M. Lockroy.

D. — Votre mémoire vous sert mal. Quoi qu'il en soit, quand M. Lockroy a mis pied sur l'escailler, vous êtes monté devant lui d'une ou deux marches. Vous avez fait feu, mais le coup a raté.

M. Lockroy a cru à une plaisanterie :

— Ne faites pas de ces plaisanteries de mauvais goût, vous n'avez rien dit. Si vous voulez monter, montez !

Vous avez alors franchi quelques marches, et arrivé sur le palier, vous avez tiré...

Moore fait de grands gestes de dénégation en haussant les épaules.

C'est absolument inexact, dit-il ; j'ai tiré les deux coups consécutivement sans m'arrêter.

La Violence

SON ORIGINE, SES APPLICATIONS

Le 21 septembre dernier devant la 11^e Chambre correctionnelle, M^r Antonio Caen, défendant notre camarade Léauté (Luc Léauté) prononçait une remarquable plaidoirie. Nous en reproduisons cette intéressante étude sur la violence.

Messieurs, c'est avec violence que Léauté s'est exprimé. C'est cette violence qui, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, constitue la circonstance spéciale de propagande anarchiste. Je vous demande, avant de juger la violence qui vous est aujourd'hui déferée, de réfléchir et de vous reporter avec moi dans le passé, pendant quelque temps, d'y retrouver la violence non pas comme un fait sporadique, isolé, dans l'histoire des hommes, mais comme un fait qui a constitué, non pas seulement le fondement du droit et de la justice, mais le fondement des sociétés et des États.

Comment définir la violence ? Si j'ouvre Littré, je trouve : « contrainte exercée sur la volonté d'autrui ». Si l'article de Léauté provoque à un fait qui constitue une contrainte exercée sur la volonté d'autrui, il tombera dans les termes de la définition. Mais, messieurs, entendez bien l'objection : la violence n'est pas seulement une contrainte sur la volonté d'autrui, elle constitue aussi une contrainte sur les corps. Je vais donc m'expliquer sur le caractère de la violence, qu'on lui donne l'une ou l'autre définition.

Y a-t-il une société qui puisse s'organiser en dehors de la violence ? Il n'y a pas à cet égard, de doute possible. La violence comme l'illégalité constitue une manifestation de la violence. La violence, c'est la contrainte, c'est la violence des collectivités sur les individus. L'illégalité, c'est la contrainte, la violence de l'individu sur les collectivités organisées.

Un exemple me vient à l'esprit, dont vous voudrez bien me pardonner la banalité, exemple qui montre que la violence s'exerce en toutes choses : un autobus passe complet ; quelqu'un saute sur la plate-forme ; le conducteur le fait observer que la voiture est au complet et veut le faire descendre. La violence est devenue nécessaire, la contrainte s'impose : de deux choses l'une : ou bien celui qui est monté en surcharge reste sur la plate-forme et impose la violence de l'individu sur la collectivité, ou bien, cédant aux observations du conducteur, il descend et voit la violence de la collectivité sur l'individu.

On peut donc dire que la violence est un fait général. Je ne puis m'empêcher de rappeler l'hymne adressé par Carducci à Saturne, le grand violent révolté :

Salut, ô Saturne
O Rébellion,
Force vengeresse
De la Raison !

Qu'encons et vœux
Vers toi s'élèvent !
Tu vaincus le dieu
Des religions !

Le droit lui-même a son fondement dans la violence. Proudhon a écrit : « La propriété, c'est le vol ! ». C'est à dire que la propriété véritablement incertaine l'origine de la propriété ; point de vol, en effet, sans propriété organisée. Mais si nous nous plaçons au temps des sociétés primitives, et que nous y cherchions l'origine de la propriété, n'est-ce pas juste de la voir se fonder purement et simplement sur la violence ?

Les religions se sont élevées et développées par la violence. Jéhovah, dieu des armées, poursuivait la destruction des peuples non juifs. On pourrait dire que l'idéal chrétien n'a pas fait appel à la violence ; mais, dans ses manifestations les plus récentes, comme les plus anciennes, c'est une violence, Jésus et ses disciples ne furent pas toujours des tendres. On ne chasse pas les marchands du Temple par la persuasion, et c'est par les coups et par la violence que Jésus les a éloignés.

Ouvrons un livre, n'importe lequel, qui nous parle de moyen âge, ou même des ouvrages plus récents sur les guerres civiles. Prenons Pierre de l'Étoile, si riche en informations, et voyons ce que disait la Ligue, du président Achille de Harlay, digne de toutes les estimes :

Et toi, Paris, dors-tu ? Venge la Poixenne, France, ton cher pays qu'Achille met en pain. Tire lui tout d'un coup, et non plus au talon.

Et ses adversaires, contre le duo des Moines, Mayenne :

Dieu te fera mourir par la main du bourreau Qui de ton bras, Tyrant, délivrera la France.

Comme la religion, le concept de patrie ne naît, vit et meurt que par la violence ; point de patries sans violences collectives. La Marseillaise : « Qu'un sang impur abreuve nos sillons », n'est-elle pas encore un appel à violence, au service d'un idéal ou d'un mythe ?

Vous voyez, donc bien que la violence est un fait véritablement historique, et qu'il n'y a pas lieu de s'en effaroucher. Elle est une nécessité, une nécessité sociale et collective.

M. Lockroy n'achevait pas sa phrase : « C'est une plaisanterie », que le deuxième coup partit. J'ai tiré les deux coups sur la même merche de suite. Ça, c'est la vérité, le reste est un mensonge, un roman inventé, je ne sais pourquoi. Si c'était la vérité, pourquoi ne le reconnaîtraient pas ? J'ai voulu tirer, et j'ai tiré comme je le dis.

D. — Votre balle a frappé M. Lockroy au côté gauche, à la pointe du cœur. C'est un hasard providentiel, cette bonne providence, qui a la balle a voulu empêcher de M. Lockroy. Vous voulez tuer, ce n'est pas douteux.

Moore. — Je ne l'ai que blessé et j'en suis bien heureux. Je suis pas un assassin, de naturel, j'étais à ce moment-là exaspéré, j'avais bout. On se moque des travailleurs, j'avais mon amour-propre en jeu, je me suis enorgillé, je suis parti rue de Charonne, j'ai tiré. Mais j'étais, aussitôt après, plus d'été, plus d'été, que je ne puis le dire.

D. — Si vous n'avez pas tiré un troisième coup, c'est que M. Lockroy s'est jeté sur vous et vous êtes tombé à la renverse.

Moore. — Moi ? Mais jamais de la vie.

D. — Mais si, vous étiez à la marche supérieure et vous avez été renversé par M. Lockroy qui a dû enjamber votre corps pour enjamber à son comité.

Moore (haussant les épaules). — Mais c'est la suite du roman. Je ne jeter sur moi ? C'est tout fort, mais c'est lui qui est tombé et criant : « A moi, on me tue ; je suis mort ! ». Et tout son comité est accouru. (Rires). Le reste, c'est le roman, pur mensonge.

D. — Pourtant, les témoins confirment la déposition de M. Lockroy.

R. — Parbleu ! Ils ne vont pas dire comme moi, ils diront comme lui. Ils me chargeront. C'est inévitable ; ça sera aujourd'hui comme toujours. (Rires).

Le président, qui un moment paraît lui aussi se demander où en est la vérité, répond conciliant :

Vous n'avez peut-être pas conservé un souvenir exact des faits. Vous êtes très ému... L'interrogatoire de Moore se termine par un dialogue animé entre M. Martinet et son accusé.

Vous avez dit au commissaire de police et vous avez répété que vous n'étiez pas fâché que M. Lockroy ne fût pas mort, mais que vous

hommes les plus pacifiques ont été eux-mêmes, par les circonstances, appelés à soulever la violence, si on même à l'exercer. L'homme qui représente l'idée même du pacifisme, Fidèle même de ce qu'on appelle, dans les milieux d'extrême-gauche, un pacifisme de mouton bétant... J'entends le professeur Charles Richet, président du Congrès National français pour la Paix... et pacifiste de la douceur, traita pas subit lui-même la contagion morale de la violence ?

Je pense parfois... écrit M. Richet... avec angoisse, qu'il aurait suffi de leur une douzaine de personnes en Europe (il ne dit pas en Allemagne) pour que la guerre n'ait pas eu lieu.

Voici ce qu'écrivit M. le professeur Richet. Nous avons le droit de nous demander s'il n'y a pas raison et si, effectivement, il n'aurait pas mieux valu s'en tenir à douze victimes choisies, tirées sur le volet, tuées par le poignard, pour éviter les quinze millions de cadavres et de défigurés qui constituent le triste bilan de cinq années de combat.

Vous voyez donc combien puissante est la violence, puisque son concept prend brusquement naissance et s'impose inéluctablement, même à l'esprit des hommes les plus pacifistes. Elle s'impose tellement que cette Justice qui est là, devant nous, est elle-même l'œuvre de la violence. C'est évident que l'on chercherait à prétendre que la Justice est fille de la Raison. Je me contente de me référer à Pascal, de me retirer derrière lui :

Ne pouvant faire que ce qui est juste fait fort, on a fait que ce qui est fort fait juste.

La puissance et la force seules déterminent la législation et une justice. Il n'y a point de législation et de justice qui ne soient basées sur la force et sur la violence.

Etant donné ce caractère général de la violence, est-il possible de ne pas constater que ces hommes, comme nous tous, comme M. le professeur Richet, comme ceux de la justice elle-même, sont déterminés par des faits de violence auxquels ils ne sauraient échapper ?

Ce sont des faits instinctifs. L'article poursuivi est le produit d'une action instinctive de l'individu, inspirée de l'idée de justice : c'est la réponse dans l'action à une pensée instinctive.

La provocation n'agit pas sur les instincts, elle agit sur les esprits et, par conséquent, ne détermine pas un acte. Cela est tellement vrai qu'il n'y a, pour ainsi dire, pas de criminalité politique effective. Il y a fort peu de crimes politiques, d'assassinats ou de meurtres politiques, mais il y a, par contre, un nombre considérable de provocations à ce genre de crimes. Si nous nous retournons vers les délits de droit commun, nous voyons, au contraire, qu'il n'y a pas de provocation, et pourtant ce genre de criminalité est bien déterminé.

La provocation est donc sans effet, sans action sur la criminalité elle-même. La pensée de Léauté, celle d'un autre, n'a, ne peut avoir qu'un effet infime. Ce sont les circonstances sociales, le malheur des temps, les souffrances quotidiennes, les différences de situation qui déterminent la criminalité et non pas des articles de journaux plus ou moins violents, mais qui expriment bien, au fond d'eux-mêmes, un sentiment collectif et, partant, toujours général.

Si l'on poursuit Léauté parce qu'il a provoqué au meurtre, que n'a-t-on poursuivi tous ceux qui ont provoqué au meurtre, à commencer par M. Aristide Briand qui, en 1899, alors que la loi de 1894, bien récente encore, pouvait pas encore être tombée en désuétude, menaçait de dénoncer, de faire tirer les fusils dans une autre direction que la direction indiquée ? M. Briand n'a pas été poursuivi.

Je vous ai montré tout à l'heure que les articles de M. Sancerme ne sont pas poursuivis, bien qu'ils ne soient pas encore pressés. Entendez bien ne pas faire figure de procureur. Mais je dois quand même rappeler, d'une manière formelle, que si Léauté est aujourd'hui poursuivi avec son camarade, ce n'est pas parce qu'il a commis une provocation au meurtre, mais parce qu'il l'a commise dans un sens politique qui déplaît au gouvernement.

UN LIVRE QU'IL FAUT AVOIR LU :
Le Christ et la Patrie
par
Grillot de Givry
Publié en 1911, ce volume fut littéralement « étouffé ». Pourquoi ? Parce que cet ouvrage, écrit par un chrétien, était une œuvre antipatriotique. C'est une œuvre essentiellement antipatriotique. 1 volume, 4 fr. ; franco recommandé, 5 fr. A la « LIBRAIRIE SOCIALE », 80, boulevard de Belleville, Paris (X^e).

de moi, Paris, dors-tu ? Venge la Poixenne, France, ton cher pays qu'Achille met en pain. Tire lui tout d'un coup, et non plus au talon.

Et ses adversaires, contre le duo des Moines, Mayenne :

Dieu te fera mourir par la main du bourreau Qui de ton bras, Tyrant, délivrera la France.

Comme la religion, le concept de patrie ne naît, vit et meurt que par la violence ; point de patries sans violences collectives. La Marseillaise : « Qu'un sang impur abreuve nos sillons », n'est-elle pas encore un appel à violence, au service d'un idéal ou d'un mythe ?

Vous voyez, donc bien que la violence est un fait véritablement historique, et qu'il n'y a pas lieu de s'en effaroucher. Elle est une nécessité, une nécessité sociale et collective.

M. Lockroy n'achevait pas sa phrase : « C'est une plaisanterie », que le deuxième coup partit. J'ai tiré les deux coups sur la même merche de suite. Ça, c'est la vérité, le reste est un mensonge, un roman inventé, je ne sais pourquoi. Si c'était la vérité, pourquoi ne le reconnaîtraient pas ? J'ai voulu tirer, et j'ai tiré comme je le dis.

D. — Votre balle a frappé M. Lockroy au côté gauche, à la pointe du cœur. C'est un hasard providentiel, cette bonne providence, qui a la balle a voulu empêcher de M. Lockroy. Vous voulez tuer, ce n'est pas douteux.

Moore. — Je ne l'ai que blessé et j'en suis bien heureux. Je suis pas un assassin, de naturel, j'étais à ce moment-là exaspéré, j'avais bout. On se moque des travailleurs, j'avais mon amour-propre en jeu, je me suis enorgillé, je suis parti rue de Charonne, j'ai tiré. Mais j'étais, aussitôt après, plus d'été, plus d'été, que je ne puis le dire.

D. — Si vous n'avez pas tiré un troisième coup, c'est que M. Lockroy s'est jeté sur vous et vous êtes tombé à la renverse.

Moore. — Moi ? Mais jamais de la vie.

D. — Mais si, vous étiez à la marche supérieure et vous avez été renversé par M. Lockroy qui a dû enjamber votre corps pour enjamber à son comité.

Moore (haussant les épaules). — Mais c'est la suite du roman. Je ne jeter sur moi ? C'est tout fort, mais c'est lui qui est tombé et criant : « A moi, on me tue ; je suis mort ! ». Et tout son comité est accouru. (Rires). Le reste, c'est le roman, pur mensonge.

D. — Pourtant, les témoins confirment la déposition de M. Lockroy.

R. — Parbleu ! Ils ne vont pas dire comme moi, ils diront comme lui. Ils me chargeront. C'est inévitable ; ça sera aujourd'hui comme toujours. (Rires).

Détruisons l'argent

SON ORIGINE, SES APPLICATIONS

Sans parler de ceux qui feignent de désirer une révolution et semblent à la tête des milieux d'avant-garde non pour hâter l'effort de la souffrance en marche, mais pour en briser l'effort. Sans tenir compte de ces « joyeux » qui vous répondent tranquillement en des jours de grève désespérée, comme celle de 1918 : « Il faut bien que le mouvement cesse... Que mettrions-nous à la place de ce qui est ? Nous ne sommes pas prêts... Il existe des communistes qui, ardemment, demandent sinon la plus grande liberté humaine, du moins une prise de possession du capital permettant une plus juste répartition des biens terrestres.

Ces communistes ayant compris quelle force de destruction possèdent, dans le principe même de leurs conceptions, de la vie les anarchistes, se servaient volontiers d'eux pour « faire sauter la baraque ». Leur plan restant de s'emparer du « pouvoir » que renient et dénie les anarchistes, et de rétablir ensuite un gouvernement unique, centralisé, dictatorial, lequel interdirait bientôt aux libertaires de se réaliser en liberté.

C'est que la génération actuelle est un produit du fonctionnarisme. Il y a chez tous les hommes, plus ou moins développée, une mentalité « assise » et des désirs de confort. Ne concevant rien en dehors d'un certain ordre toujours hiérarchique, papassier et malcommode, ils ne se font aucune idée des réalisations anarchistes possibles.

Cela provient sans doute de ce que, ayant cherché dans le domaine des faits, l'attitude de leur imagination du bonheur, ils n'ont pas eu à se heurter, à s'écarter brutalement contre les institutions existantes pour agir en sens de leurs pensées, de leurs désirs. Et comme, ils ne comprennent pas que les anarchistes ne sont pas des hommes qui réalisent une idée harmonieuse de la vie, et que, détruire ce qui existe actuellement, leur suffit pour arriver à la possibilité de ce bonheur. Cela est-il donc si difficile à concevoir ?

Est-il difficile à admettre par exemple que la monnaie est au dire même des manuels élémentaires d'économie politique « un moyen d'échange erroné, aussi imparfait que les barres d'or des sauvages », détruire la monnaie c'est détruire les inconvénients de la monnaie. C'est-à-dire faciliter aux hommes l'échange des biens que l'homme a gagnés sur la nature ?

Détruire la monnaie n'est-ce pas en effet détruire le capital à la source même ? Or, le capital ne permet pas seulement à ceux qui le possèdent de se procurer les choses belles, utiles, rares. Il leur permet aussi d'immobiliser les matières premières, nécessaires aux autres hommes. Les riches, déjà pourvus de tout ce qu'ils peuvent désirer, n'ont aucune hâte à faire exploiter par d'autres hommes les biens naturels qu'ils possèdent.

Mines, carrières, prairies, forêts existent dans la luxuriance infinie de la terre, qui restent, perdus pour les hommes au sein de la grande propriété inutile. Les hommes accablés vivent à l'étroit faute d'habitations. Manque-t-il du marbre ? De la pierre ? Manque-t-il de la poussière pour faire des briques et de la porcelaine ? Si les matières premières se trouvaient aux mains de ceux à qui peuvent en tirer parti, il y aurait des maisons pour tous les hommes, des maisons aux cuisines de marbre et aux bains de porcelaine.

Mais, dira-t-on, si ces richesses naturelles étaient libres, où serait vraiment la main-d'œuvre suffisante pour les transformer. Elle ne serait pas, cela est certain, dans le nombre restant d'ailleurs des riches parasites qui les détiennent et dont la plupart trouveraient pourtant dans quelques heures de travail quotidien obligatoire, certes, mais désirables, un repos à leur ennuï. Leur incompréhension d'un mouvement de révolution les fera se jeter dessous pour en arrêter la force. Ils se feront détruire sans même entrevoir l'état plus heureux qui ne leur était pas défendu.

Il existe une source importante de main-d'œuvre dérivée par le capital. Elle est faite de cette foule de travailleurs qui exercent, non pas précisément les métiers les plus durs, mais les moins créateurs qui soient, les plus inutiles par conséquent ; les métiers qui captent l'argent, le contrôlent, le distraient pour l'édification des fortunes... Caisseries, payeurs, percepteurs, comptables, contrôleurs, receveurs, caissiers, monnayeurs, banquiers forment au moins 1/5 de la masse des travailleurs.

C'est là une mobilisation humaine au profit de quelques-uns. Imaginez tous ces hommes occupés à un travail créateur de bien-être véritable et multipliant ce bien-être au lieu de multiplier les chiffres inutiles, les jetons de tram et les tickets de métro.

de moi, Paris, dors-tu ? Venge la Poixenne, France, ton cher pays qu'Achille met en pain. Tire lui tout d'un coup, et non plus au talon.

Et ses adversaires, contre le duo des Moines, Mayenne :

Dieu te fera mourir par la main du bourreau Qui de ton bras, Tyrant, délivrera la France.

Comme la religion, le concept de patrie ne naît, vit et meurt que par la violence ; point de patries sans violences collectives. La Marseillaise : « Qu'un sang impur abreuve nos sillons », n'est-elle pas encore un appel à violence, au service d'un idéal ou d'un mythe ?

Vous voyez, donc bien que la violence est un fait véritablement historique, et qu'il n'y a pas lieu de s'en effaroucher. Elle est une nécessité, une nécessité sociale et collective.

M. Lockroy n'achevait pas sa phrase : « C'est une plaisanterie », que le deuxième coup partit. J'ai tiré les deux coups sur la même merche de suite. Ça, c'est la vérité, le reste est un mensonge, un roman inventé, je ne sais pourquoi. Si c'était la vérité, pourquoi ne le reconnaîtraient pas ? J'ai voulu tirer, et j'ai tiré comme je le dis.

D. — Votre balle a frappé M. Lockroy au côté gauche, à la pointe du cœur. C'est un hasard providentiel, cette bonne providence, qui a la balle a voulu empêcher de M. Lockroy. Vous voulez tuer, ce n'est pas douteux.

Moore. — Je ne l'ai que blessé et j'en suis bien heureux. Je suis pas un assassin, de naturel, j'étais à ce moment-là exaspéré, j'avais bout. On se moque des travailleurs, j'avais mon amour-propre en jeu, je me suis enorgillé, je suis parti rue de Charonne, j'ai tiré. Mais j'étais, aussitôt après, plus d'été, plus d'été, que je ne puis le dire.

D. — Si vous n'avez pas tiré un troisième coup, c'est que M. Lockroy s'est jeté sur vous et vous êtes tombé à la renverse.

Moore. — Moi ? Mais jamais de la vie.

D. — Mais si, vous étiez à la marche supérieure et vous avez été renversé par M. Lockroy qui a dû enjamber votre corps pour enjamber à son comité.

Moore (haussant les épaules). — Mais c'est la suite du roman. Je ne jeter sur moi ? C'est tout fort, mais c'est lui qui est tombé et criant : « A moi, on me tue ; je suis mort ! ». Et tout son comité est accouru. (Rires). Le reste, c'est le roman, pur mensonge.

D. — Pourtant, les témoins confirment la déposition de M. Lockroy.

R. — Parbleu ! Ils ne vont pas dire comme moi, ils diront comme lui. Ils me chargeront. C'est inévitable ; ça sera aujourd'hui comme toujours. (Rires).

SON ORIGINE, SES APPLICATIONS

L'argent ne fait pas seulement dériver la main-d'œuvre au seul profit des capitalistes. Il permet aussi l'immobilisation de la main-d'œuvre, tout comme il permet l'immobilisation des richesses naturelles. Plus les produits semblent rares, plus ils coûtent cher. Il suffit aux riches de fabriquer peu et de gagner beaucoup ; pourquoi fabriqueraient-ils beaucoup pour ne pas gagner plus ? C'est ainsi qu'il y a des chômeurs et que le chômage et la faiblesse des salaires amènent les maladies détruisant les forces ouvrières... Le capital ne tue pas que la main-d'œuvre, il tue aussi « l'esprit » d'œuvre. Il retarde le travail scientifique, empêche ainsi l'homme d'un travail manuel épuisant. Il force des métiers inutiles à durer, empêche d'autres métiers utiles d'exister.

Nous n'avons pas, tous, l'électricité, parce qu'il faut des dividendes aux actionnaires de la compagnie du gaz et... à ceux des compagnies électriques...

Et la main-d'œuvre humaine étant ce qui coûte le moins cher, la libération matérielle de l'homme se trouve sans cesse reculée.

Après avoir immobilisé la matière première, la main-d'œuvre, le capital immobilise, dans le mode de commerce actuel tous les produits manufacturés. Il se perd aux halles, chaque jour, les produits les plus nécessaires à la vie. On sait que les mandataires laissent pourrir légumes, fruits, poissons, viandes plutôt que d'en baisser le prix. Et dans les magasins, les vêtements, les objets de toilette, les choses les plus utiles et les plus luxueuses se gâchent en attendant l'acheteur qui ne vient pas faute d'argent.

Ainsi l'argent n'est qu'un long obstacle à la satisfaction des besoins humains. Le remplacer par un mode d'échange aussi imparfait serait inutile. Ne rien mettre à la place de la monnaie serait ce qu'il y a de mieux à faire.

La terre peut devenir bien vite une confortable maison humaine. Quiconque travaille et produit une part de richesse commune a droit aux richesses que ses frères ont créées. Il est facile de prouver qu'il n'y a pas de paupers, mais que des malades ou des dévoyés dans un travail qui ne leur plaît pas. Les enfants même ne savent pas rester inactifs. L'homme n'est pas un dieu, ou plutôt il n'est qu'un faible dieu qui se repose de penser dans l'activité de ses mains. Le travail nécessaire à l'homme par ses goûts et par ses besoins peut devenir un jeu et un sport : La lutte qui est entre l'homme et l'homme se placera où elle doit être : entre l'homme et la nature qu'il veut conquérir toute.

HAUTECLAIRE.

Propos d'un Paria

Un type qui ne s'en fait pas, c'est Guillaume Hohenzollern ex-empereur d'Allemagne, cette auguste fripouille vient en effet de célébrer son nouveau mariage et a jugé bon à cette occasion de faire savoir qu'il était l'homme le plus heureux du monde.

Un journaux ont conté les détails de la cérémonie qui fut somptueuse. On cassa la croûte dans la vaisselle en or. Le champagne coula à flots. Et l'assistance chamarrée but à la santé des innombrables victimes qui dorment leur dernier sommeil dans les plaines de l'Artois ou de la Champagne.

On a donc bien raison de dire que le vice est toujours puni et la vertu récompensée. Car nous sommes tous, qu'en notre belle société, le vice consiste essentiellement dans le sentiment de la fraternité humaine. Tous ceux qui éprouvent la moindre pitié pour la masse douloureuse des exploités, des sacrifiés, tous ceux-là sont certainement des criminels nés. Ils ont beaucoup de chances de ne jamais manger dans de la vaisselle en or, mais au contraire de goûter plus souvent qu'à leur tour, au brochet sans saveur des prisonniers.

Il est donc normal que Guillaume fût dans sa retraite d'une récompense aussi bien méritée. Ce qui paraît plus étrange, c'est que des journaux hongrois aient trouvé là matière à indignation.

Qu'un malheureux trouve à redire, en voyant se gouverner un des chefs des gouvernements responsables de la guerre, pendant que lui-même crève de faim, cela se comprend. Mais que des phumitis à la solde des financiers dont les millions ont été ramassés dans la sanglante lutte, trouvent à redire, cela est d'autant plus exagéré qu'elle est moins sincère, cela dépasse les bornes.

Et cela nous ramène à la fameuse question des responsabilités qui fit déjà couler tant d'encre et occasionna tant de discours passionnés. Les uns accusent Poincaré, d'autres Guillaume ; d'autres assurent que l'Angleterre aurait pu éviter, à elle l'air coulé, l'envahissement de la Belgique. Naturellement, chacun des inculpés rejette sur son voisin toute la charge écrasante.

Nous, anarchistes, nous disons : évidemment, Poincaré, Guillaume, les hommes d'Etat anglais, russes, etc., ont coopéré à déclencher le grand carnage, mais ils n'ont été que des instruments dans la main des rapaces qui ont réalisé sur les cadavres des fortunes colossales dont ils jouissent encore aussi, tout aussi cyniquement que le sont-ils de leur. Nous ajoutons que c'est perdre son temps que de chercher à attribuer plus spécialement à l'un plus qu'à l'autre, ce qui revient en réalité à un état de choses monstrueux dont nous devons, par tous les moyens, précipiter la fin.

Ce qui n'empêchera pas, au règlement des comptes, de confier à des spécialistes, les dangereux décrets qui se signalent par leur sadisme et leur dévouement intéressé à la cause des assassins du prolétariat.

Pierre MUALES.

Reflexions sur un Congrès

Je viens d'assister au Congrès Régional de la Région Sud-Est, et j'aurais désiré que, comme moi, nombre de camarades passionnés, aient eu le plaisir d'assister aux discussions passionnées et courtoises, ayant vu avec quelle fougue et quel enthousiasme notre idéal s'affirmait dans chacun, et pour enfin, les tempéraments divers se heurtant quelquefois et cherchant à imprimer de sa vérité à soi celle des autres, pour arriver à toujours plus de logique et de clarté, le tout formant, et de puis n'excluant aucun, un bonique et florissant divers s'harmonisant en beauté et exhibant le parfum pénétrant et doux d'une aube vermeille après un soir d'ignominie.

Comme nous voilà loin de notre bafouillage parisien, permettez-moi de vous le dire, de notre manque de tolérance mutuelle ! Là, toutes les questions à l'ordre du jour ont été examinées une à une et longuement, et ont été solutionnées au complet assentiment de tous et jusqu'à nos camarades individualistes de Grenoble qui, venus avec une prévention provenant d'une méprise, sont partis avec une impression qu'une coordination d'efforts est nécessaire, partant donc d'une organisation sérieuse et pratique.

Comme je souhaiterais que notre Congrès National soit ainsi ! Et pourquoi en serait-il autrement, si nous sommes vraiment des anarchistes ? Il faut savoir se raisonner, se raisonner, et chercher à faire entendre raison aux autres.

Colomer aussi était enthousiasmé de ce besoin de savoir qui se montrait sur tous les visages ; de cette foi en notre idéal, cherchant sa réalisation. Car c'est là surtout que nos camarades de province insistent le plus longuement : les moyens pratiques pour mener la transformation de la société actuelle et l'organisation de l'ordre le lendemain de la révolution dans la conscience de chacun pour pouvoir lutter plus efficacement contre les nouvelles forces d'autorité qui pourraient surgir.

Et, naturellement, il en découle que ce qui a le plus passionné les débats, c'est l'organisation immédiate pratique de l'organisation anarchiste. Ils ne veulent pas que des camarades, s'intitulant anarchistes, viennent en amateurs, une fois ou deux ; ils veulent se connaître, et ils ont raison. Ils envisagent même une carte, dont ils ne font pas l'obligation, naturellement. Et moi, qui en suis adversaire, je suis d'avis d'être la logique de leurs arguments et de leur raisonnement.

« Alors quoi, nous disent-ils : il est utile que nous entrions dans les syndicats, pour insuffler aux cotisants un peu de notre idéal pour donner une impulsion libératrice, pour donner le principe à l'organisation anarchiste. Et nous abrégeons de nous-mêmes, par nécessité de lutte et de propagande, nous nous inclinons devant les statuts des règlements. Mais chez nous, en quoi serions-nous diminués, comment une carte peut-elle impliquer obligation sinon, par le fait l'obligation d'être anarchiste ? Pour nous, cela serait sur un moyen de défense contre les éléments extérieurs qui viennent jeter, souvent, la confusion et nous empêcher de travailler. »

Voilà leur raisonnement. Faites comme moi, réfléchissez. Je vous avoue que je suis ébahi, et je ne vois, après tout, qu'un préjugé dont nous ne sommes pas débarrassés.

Ils se plaignent aussi que la province est trop délaissée. Nous faisons du centralisme sans nous en douter. Paris accapare tout. Ils désirent que l'U.A. soit l'Union des Régions. La région parisienne est assez grande déjà elle-même sans accaparer encore l'U.A. Et ils ont raison. Un peu plus de classement, de division de travail ferait qu'il serait mieux fait.

Mais tout cela, justement, nécessite une organisation sérieuse. Ce n'est pas une contrainte du tout : c'est même le contraire. Car c'est l'opinion de l'individu qui se fait jour, et, à l'heure présente, nous subissons, sans le vouloir, encore l'autorité des indi-

tion des responsabilités qui fit déjà couler tant d'encre et occasionna tant de discours passionnés. Les uns accusent Poincaré, d'autres Guillaume ; d'autres assurent que l'Angleterre aurait pu éviter, à elle l'air coulé, l'envahissement de la Belgique. Naturellement, chacun des inculpés rejette sur son voisin toute la charge écrasante.

Nous, anarchistes, nous disons : évidemment, Poincaré, Guillaume, les hommes d'Etat anglais, russes, etc., ont coopéré à déclencher le grand carnage, mais ils n'ont été que des instruments dans la main des rapaces qui ont réalisé sur les cadavres des fortunes colossales dont ils jouissent encore aussi, tout aussi cyniquement que le sont-ils de leur. Nous ajoutons que c'est perdre son temps que de chercher à attribuer plus spécialement à l'un plus qu'à l'autre, ce qui revient en réalité à un état de choses monstrueux dont nous devons, par tous les moyens, précipiter la fin.

Ce qui n'empêchera pas, au règlement des comptes, de confier à des spécialistes, les dangereux décrets qui se signalent par leur sadisme et leur dévouement intéressé à la cause des assassins du prolétariat.

Pierre MUALES.

Reflexions sur un Congrès

Je viens d'assister au Congrès Régional de la Région Sud-Est, et j'aurais désiré que, comme moi, nombre de camarades passionnés, aient eu le plaisir d'assister aux discussions passionnées et courtoises, ayant vu avec quelle fougue et quel enthousiasme notre idéal s'affirmait dans chacun, et pour enfin, les tempéraments divers se heurtant quelquefois et cherchant à imprimer de sa vérité à soi celle des autres, pour arriver à toujours plus de logique et de clarté, le tout formant, et de puis n'excluant aucun, un bonique et florissant divers s'harmonisant en beauté et exhibant le parfum pénétrant et doux d'une aube vermeille après un soir d'ignominie.

Comme nous voilà loin de notre bafouillage parisien, permettez-moi de vous le dire, de notre manque de tolérance mutuelle ! Là, toutes les questions à l'ordre du jour ont été examinées une à une et longuement, et ont été solutionnées au complet assentiment de tous et jusqu'à nos camarades individualistes de Grenoble qui, venus avec une prévention provenant d'une méprise, sont partis avec une impression qu'une coordination d'efforts est nécessaire, partant donc d'une organisation sérieuse et pratique.

Comme je souhaiterais que notre Congrès National soit ainsi ! Et pourquoi en serait-il autrement, si nous sommes vraiment des anarchistes ? Il faut savoir se raisonner, se raisonner, et chercher à faire entendre raison aux autres.

Colomer aussi était enthousiasmé de ce besoin de savoir qui se montrait sur tous les visages ; de cette foi en notre idéal, cherchant sa réalisation. Car c'est là surtout que nos camarades de province insistent le plus longuement : les moyens pratiques pour mener la transformation de la société actuelle et l'organisation de l'ordre le lendemain de la révolution dans la conscience de chacun pour pouvoir lutter plus efficacement contre les nouvelles forces d'autorité qui pourraient surgir.

Et, naturellement, il en découle que ce qui a le plus passionné les débats, c'est l'organisation immédiate pratique de l'organisation anarchiste. Ils ne veulent pas que des camarades, s'intitulant anarchistes, viennent en amateurs, une fois ou deux ; ils veulent se connaître, et ils ont raison. Ils envisagent même une carte, dont ils ne font pas l'obligation, naturellement. Et moi, qui en suis adversaire, je suis d'avis d'être la logique de leurs arguments et de leur raisonnement.

« Alors quoi, nous disent

